

Article de conf peps

<https://confpeps.org/l'assassinat-de-mehdi-kessaci-et-l'imperatif-d'une-reforme-radicale-de-notre-politique-de-lutte-contre-les-drogues/>

26 novembre 2025 [A la Une](#), [Actualités](#), [Editos](#), [Politique](#), [Tribune](#) 0

Depuis le début de l'année et plus encore depuis une dizaine de jours, tout et n'importe quoi se dit au nom de la lutte contre le trafic de stupéfiants.

A la suite de l'horrible assassinat de Mehdi Kessaci à Marseille, un acte brutal et sanglant qui viserait à intimider son grand frère Amine, militant écologiste déterminé dans son combat contre les réseaux criminels, la France se retrouve une fois de plus confrontée à la question du trafic de stupéfiants et de ses conséquences. [Dans une tribune poignante publiée ce 19 novembre dans Le Monde](#), Amine Kessaci y déclarait : « **Non, je ne me tairai pas. Je dirai et répéterai que mon frère Mehdi est mort pour rien. Je dirai la violence du narcotrafic.** » Ce n'est pas simplement une dénonciation d'un énième crime isolé, mais un cri d'alarme face à une réalité bien plus vaste, un cri qui vient de loin.

Ne l'oublions pas, Amine Kessaci s'est engagé à la suite de l'assassinat de Brahim, son frère aîné, sauvagement tué et brûlé dans une voiture, dans des conditions qui rappellent la violence des cartels de gangsters. Amine milite pour une réforme radicale du système en place depuis des décennies. Il n'est pas seulement "**anti-narcotrafic**", [il est d'abord pro-légalisation](#).

En effet, il plaide pour une **légalisation encadrée** du cannabis (comme le propose le [rapport du CESE, publié en janvier 2024](#)), une régulation qui permettrait de réduire les profits colossaux des organisations criminelles, dominant aujourd'hui, ce marché illicite florissant.

Loin des clichés sur la "Guerre à la drogue" (le fameux slogan de Richard Nixon) et de la rhétorique simpliste autour du terme "narco-Etat", **PEPS** (Pour une Ecologie Populaire et Sociale) **et d'autres partenaires politiques et associatifs appellent à une véritable réforme de la politique en matière de drogues, avec la volonté de reprendre le contrôle face à un phénomène que la répression seule a échoué à juguler. Car ajouter la guerre à la guerre ne diminuera jamais le nombre de victimes !**

En effet la manière dont cette question est abordée par la classe politique, souvent par méconnaissance ou [pour se conformer aux discours gouvernementaux](#), masque l'échec flagrant des politiques publiques menées depuis l'adoption de la **loi du 31 décembre 1970**. Cette loi d'exception, fondée sur une logique prohibitionniste, hygiéniste et réactionnaire, a créé les conditions d'un marché parallèle et criminel, tout en enfermant les consommateurs et les usagers-revendeurs dans un cercle vicieux de répression.

Désormais, [il faudrait dire “narcotrafic”, “narchomicides”, “narcoracailles”, pour ajouter à la confusion](#), une bonne dose de peur avec un imaginaire nécromaniaque (tant qu’à inventer de nouveaux mot-valise !), tout en se posant la question : “la France est-elle devenue un narco-Etat ?”.

En mettant “narco” à toutes les sauces, on obtient un bel effet d’aubaine et d’illusion pour endormir la conscience. Rappelons ici que les stupéfiants sont la traduction de l’anglais “narcotic drugs”, en rapport avec l’endormissement, l’anéantissement, l’anesthésie de la douleur. C’est grâce à la morphine, puis l’héroïne et la cocaïne que la médecine a fait tant de progrès, pas seulement grâce à la pasteurisation ! Les différents stupéfiants, improprement désignés par la notion fourre-tout “la drogue”, sont des [substances placées sous contrôle international pour améliorer la santé et le bien être physique et morale de l’humanité](#).

Aussi, [on se gargarise avec des termes discutables comme “mexicanisation”](#) pour tenter de comparer le rôle des organisations criminelles, l’intensité des exactions meurtrières, les violences subies par la population au quotidien, où s’égrènent les enlèvements, les tortures, les intimidations, le chantage, le racket, les assassinats, etc. Ce vocabulaire, amplifié par une presse souvent sensationnaliste et des journalistes peu scrupuleux, tend à faire du trafic de stupéfiants un phénomène quasi exotique, à l’instar des cartels d’Amérique latine (comme si la violence des Yakusas japonais, des triades chinoises, de la Ndrangheta et autres groupes des mafias russe, balkane ou nigérienne n’existait pas). Sauf qu’au Mexique, en Colombie, au Salvador, ou même aux Antilles françaises (où le nombre de meurtres ciblés en lien avec le trafic de stupéfiants y est trois fois plus élevé qu’à Marseille), le niveau de violence et de corruption est très différent. Aussi la production locale de cocaïne, d’amphétamines, de l’héroïne maintenant concurrencée par les Fentanyl et les Nitazènes (décrits comme “cent fois plus puissant que l’héroïne”), dans des laboratoires clandestins, place ces pays dans une autre dimension.

Il faut espérer que les institutions françaises de la Police et de la Justice, que la classe politique, le monde des affaires et de la finance soient moins poreux au phénomène de corruption et autres pratiques criminelles.

La France n’est pas un « **narco-Etat** » comme on étiquette le Mexique ou la Colombie, la Birmanie, la Russie ou le Maroc. Les comparaisons hâtives entre tous ces contextes nationaux ne doivent pas occulter un fait bien plus alarmant : **la politique française en vigueur ne fonctionne pas, pire elle est inique**.

En réaffirmant que Mehdi Kessaci est mort “pour rien”, son frère Amine met en lumière l’absurdité d’un système qui, au lieu d’offrir des solutions aux jeunes des quartiers populaires et d’affirmer l’égalité républicaine, ne leur propose **rien que la répression, rien qu’un avenir fait de précarité et de stigmatisation, rien que du rien**. Ce que l’on nomme comme [la “catastrophe invisible” pour décrire les années 80-90](#) se transforme aujourd’hui au grand jour. La réalité de la violence induite par les politiques anti-drogues resurgit de manière spectaculaire dans le quotidien, dans les médias. Là où la honte et le silence recouvraient l’hécatombe des morts par overdose ou à la suite de la contamination par le VIH-sida, ce sont les armes qui parlent et des jeunes hommes

qui s'entretiennent toujours sur fond de peur et d'omerta.

L'échec d'une politique de prohibition

Il est important de comprendre que l'opposition à la légalisation ne se limite pas à une simple posture idéologique. La politique de prohibition avec "un interdit qui protège la jeunesse et la société", qui dure depuis plus de 50 ans, a prouvé sa totale inefficacité. Loin d'éliminer le trafic de drogues, elle a permis à des réseaux criminels de se développer, de se structurer en générant des profits faramineux tout en alimentant la violence et les inégalités sociales. La criminalisation du cannabis et des autres drogues n'a pas diminué la consommation, elle a au contraire alimenté un marché noir incontrôlable, où les profits des organisations criminelles dépassent plusieurs milliards d'euros, échappant ainsi à tout contrôle et alimentant toutes les "caisses noires" et les circuits du blanchiment.

Ce système est d'autant plus néfaste qu'il agit comme une "espérance" pour les jeunes des quartiers populaires, souvent confrontés à la pauvreté, l'échec scolaire et l'absence de perspectives d'avenir. Pour ces jeunes, "faire du sale", "tenir le mur", "charbonner" est une solution facile face à une montagne de difficultés. Tous -car ce sont à 99,9% de jeunes hommes- sont quelque part victimes du syndrome "Tony Montana" (le héros du film *Scarface*), **pour**

lesquels [le trafic de drogues représente au pire une voie de garage et au mieux une](#)

[porte de sortie](#). Dans une réalité sociale où l'école se délite à force de "dégraissage de mamouth", les contrats de travail se font rares et les services publics sont de moins en moins accessibles, le "deal", le trafic de stupeurs, devient une alternative et entraîne alors dans un cercle vicieux : les jeunes s'engagent dans des réseaux criminels pour échapper à leur situation sociale, mais leur engagement dans ces réseaux conduit à leur exclusion encore plus grande, à l'isolement social, parfois la prison, et toujours à des risques de violence permanente.

La nécessité d'une réforme radicale

C'est là que la proposition de légalisation du cannabis, portée par des voix comme celle d'Amine Kessaci, devient un levier essentiel pour résoudre cette crise. La régulation du marché des drogues, notamment celle du cannabis à travers une légalisation stricte, permettrait non seulement de réduire les profits des réseaux criminels, mais aussi de **mettre fin à la guerre de rue** dans ces quartiers. Il ne s'agit pas d'encourager la consommation, mais de créer un cadre sûr et contrôlé, avec une législation qui encadrerait la production, la distribution et la consommation de cannabis.

Mais cela ne suffira pas, car le marché de la cocaïne est en pleine explosion. Il faut penser cette réforme de la politique "drogue", en permettant **des modalités d'accès réservées aux adultes pour un usage non médical**. On peut aussi vouloir étendre cette régulation du marché pour d'autres produits comme la cocaïne, les amphétamines et certains opiacés, sans doute dans des conditions d'accès différentes dans le cadre d'un suivi addictologique. Mais plutôt que de montrer les muscles avec des discours testostéronnés, il faut muscler notre réflexion, notre analyse de la

situation. Il faut faire cet effort intellectuel si l'on veut combattre sérieusement et anéantir les organisations criminelles qui tirent profit de ce juteux marché.

Mais peut-on imaginer que Gérard Darmanin reconnaisse s'être trompé, que Bruno Retailleau avoue qu'il a remis de l'huile sur le feu, qu'Edouard Philippe admette n'avoir pas su prendre en compte [la note du Conseil d'analyse économique de juin 2019](#), que Macron s'est fourvoyé en évitant d'engager une réforme de la politique drogues et de lutte contre les addictions, réforme qui aurait été bien plus simple à mettre en oeuvre que celle qu'il a imposé pour les retraites ?

La légalisation est l'unique solution pour sortir les drogues de la rue et des mains des enfants !

L'argument en faveur de la légalisation repose sur des principes simples : sortir du monde de l'illicite les drogues pour un usage adulte non-médical, créer un marché transparent et taxé, et ainsi **financer des politiques de prévention et de réinsertion**. Au lieu de dépenser des milliards en répression policière et douanière, il serait plus judicieux de réorienter ces ressources pour construire un véritable dispositif d'accompagnement pour les jeunes en difficulté : réhabilitation des quartiers, renforcement des services publics (éducation, justice, santé), amélioration de la prise en charge des conduites addictives, soutien aux associations socio-culturelles, et soutien aux familles notamment mono-parentales.

Une politique plus cohérente

Le gouvernement, à travers des déclarations comme celles du Garde des sceaux **Gérald Darmanin**, évoque un *“point de rupture dans la lutte contre le narcotrafic”* après l'assassinat de Mehdi Kessaci. N'est ce pas plutôt un aveu d'échec de sa politique, comme un effet domino qu'il a entraîné avec les *“opérations places nettes”*, avec la fuite en avant de l'Etat engagé dans une guerre qu'il a déjà perdue depuis longtemps ?

Plutôt que de se satisfaire de paroles martiales et de dénonciations, il est temps d'agir. La question du narcotrafic ne se résume pas à des chiffres ou à des comparaisons superficielles avec d'autres pays. Elle est avant tout un problème social, économique et politique, qui requiert une réponse en profondeur.

Le vrai changement ne viendra pas simplement de la répression, mais de la construction d'**une politique globale de régulation du marché des drogues**, d'éducation et d'accompagnement des jeunes, et de renforcement des institutions publiques. C'est en légiférant pour une régulation stricte, en mettant fin au marché illégal, et en offrant aux jeunes des alternatives réelles au trafic de drogues, que la France pourra réellement endiguer cette violence.

L'assassinat de Mehdi Kessaci doit être un catalyseur pour une réforme radicale de notre politique des drogues. Il ne doit pas être un simple acte tragique de plus dans un cycle sans fin, mais le point de départ d'une nouvelle ère, dans laquelle la régulation et la justice sociale remplaceront enfin la répression aveugle et inefficace.

C'est ce changement qu'Amine Kessaci appelle de ses vœux, dans son combat pour que la mort de son frère n'ait pas été vaine, et pour qu'enfin, une véritable politique de régulation des drogues

offre aux jeunes un avenir sans violence. Son frère Mehdi voulait devenir un policier pour lutter contre la délinquance et pourchasser les criminels, mais il rêvait surtout comme la plupart des “gardiens de la paix” de protéger le vivre ensemble et défendre la justice.

PROPOSITION

Comment lutter efficacement contre le trafic de stupéfiants ?

PEPS est engagé pour dénoncer les conséquences du statu quo de la politique des drogues en France, basée principalement sur la répression, alors que la loi est supposée s'équilibrer avec la prévention et l'accès au soin.

PEPS s'oppose aux pseudos arguments “sécuritaires” agitant régulièrement le débat public, souvent instrumentalisé par les forces réactionnaires qui profitent de l'émotion généralisée pour imposer leur rhétorique martiale “contre le narcotrafic”, comme une solution simple pour mettre fin au trafic de stupéfiants.

PEPS propose d'engager dès les élections municipales du 15 et 22 mars 2026 plusieurs initiatives pour à la fois répondre aux problématiques de sureté et sécurité publiques, de la santé et d'amélioration des finances locales.

[Avec PEPS, semons des propositions communalistes et **faisons fleurir des milliers de Cannabis Municipal Clubs \(Page 31 à 34 & page 43-44\)** et beaucoup d'autres propositions innovantes et enthousiasmantes](#) pour “agir localement et penser globalement”.

Revision #4

Created 2025-12-04 10:43:01 UTC by Nicolas Farrie

Updated 2025-12-04 10:54:21 UTC by Nicolas Farrie